

Commentaires JUILLET 2011

En juillet, le marché du travail affiche un nombre d'inscrits le plus bas de l'année avec 190 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie 1. Cette période d'étiage constaté en juillet est habituelle même si cette année, elle apparaît en décalage d'un mois par rapport à celle observée en 2010.

Il n'en demeure pas moins qu'en données rapportées par rapport à juillet 2010, nous accusons une augmentation de 23,38%, ce qui est la plus forte hausse constatée depuis 26 mois. L'indicateur de chômage du mois de juillet continue son érosion. Il a perdu un point ce mois-ci pour atteindre 5,95% de la population active.

La tendance générale est identique pour les hommes et les femmes. Les évolutions sont comparables toutes proportions gardées. En poids relatif, les hommes ne représentent plus que 52,11 % des demandeurs d'emploi alors qu'ils comptaient pour près de 55% en juin et étaient largement minoritaires il y a un an. En juillet 2010, les femmes représentaient 57% du total des inscrits contre 48% aujourd'hui.

La part des chômeurs de longue durée est stable mais ne représente plus que 17,3% des demandeurs d'emploi. Il reste 33 inscrits au chômage de longue durée. Les moins de 30 ans représentent toujours un tiers des chômeurs.

D'un point de vue géographique, le contraste est très fort entre l'évolution modérée du chômage sur Saint-Pierre, un peu plus de 10 % d'augmentation en un an, que sur Miquelon-Langlade où le nombre de demandeurs d'emploi a triplé par rapport à juillet 2010.

Comme les mois précédents, les secteurs les plus représentés restent les services à la personne et le secteur du support à l'entreprise, suivi de peu par la construction et le commerce. Ces quatre secteurs réunis représentent 70% des demandeurs d'emploi. Le transport et la logistique, l'agriculture et la pêche et l'hôtellerie-restauration flirtent avec la barre des 6% chacun.

La corrélation entre la demande d'emploi et les bas niveaux de qualification s'atténue légèrement mais reste une constante qui couvre près des $\frac{3}{4}$ des cas : près de 73% des inscrits déclarent un niveau de formation inférieur ou égal au BEP et/ou CAP (V et VI de l'Éducation nationale).

Les entrées dans les dispositifs de la politique de l'emploi, contrat aidés et actions d'insertion, se poursuivent. Deux nouvelles entrées en formation insertion ont été enregistrées sur des formations BTP et 3 nouveaux contrats aidés ont fait l'objet d'une signature portant leur nombre à 40 CUI-CAE.

En juillet, le marché du travail a poursuivi son dynamisme puisque 17 nouvelles offres ont été déposées à Pôle emploi et 21 offres au total ont été satisfaites. Il reste encore à pourvoir 21 offres en fin de mois.